

Selon le DG du CENEAP : « L'Algérie ne doit pas rater sa révolution numérique »

«Le développement du réseau Internet et son impact sur la société algérienne » a fait l'objet d'une journée d'étude organisée, hier à Alger par le CENEAP.



D.R

«Le développement du réseau Internet et son impact sur la société algérienne » a fait l'objet d'une journée d'étude organisée, hier à Alger par le CENEAP. Cette rencontre-débat qui s'inscrit dans le cadre du programme mensuel de manifestations scientifiques a été une occasion pour les participants représentant différents secteurs d'évoquer l'impact et les enjeux des réseaux sociaux en ligne.

Dans son intervention, le directeur général du centre El-Hadi-Makboul a révélé que l'Algérie enregistre un retard en matière de développement du réseau Internet. Il a insisté sur « le faible taux de pénétration d'Internet en comparaison avec nos voisins maghrébins», qui se situe à 16%, soit 6 millions d'utilisateurs, alors que le Maroc affiche 30% pour 11 millions d'internautes, la Tunisie se plaçant en tête avec 31%. Il est vrai que cette défaillance, souligne le DG du Ceneap, provient de la faiblesse de la couverture de la téléphonie fixe, qui avoisine les 24,4%. Sur cette question, M. Makboul a indiqué que seuls 6 millions de ménages, soit 24%, possèdent une ligne téléphonique, et que 12% disposent d'un ordinateur. La boucle est bouclée avec le très faible nombre de ménages qui ont accès à Internet, soit le taux minuscule de 3,4%. Les statistiques dévoilent un autre phénomène, celui du penchant de notre jeunesse. En effet, «les préoccupations des jeunes internautes algériens s'orientent principalement vers des activités de loisirs en direction de sites de rencontres, de jeux, d'informations, de films et de musique vidéo». Quant à l'accès à Internet, les chiffres sont effarants. Le plus gros taux revient à Alger avec 8%, suivie de Constantine 5,7%, Illizi 4,8%, Annaba 4,1%, Oran 4%, Béchar et Laghouat 3,9%. Les villes qui ferment la marche sont Mascara, Souk-Ahras et Aïn Defla, avec 1,9%, ainsi qu'El Tarf qui enregistre le plus faible taux avec 1,6%. Pour ce qui est des recommandations, les conférenciers ont notamment insisté sur la nécessité d'instaurer un plan d'action multisectoriel pour le développement et la prise en charge des besoins en matière de réseau Internet ainsi que la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle pour les sites jugés criminel et dangereux. Pour M. Makboul, « l'Algérie ne doit pas rater sa révolution numérique. Les moyens existent, il faut en profiter ».

Sarah SOFI